

1. En quelle année la V^e République a-t-elle été instituée ?
 - A. 1875
 - B. 1946
 - C. 1958
 - D. 1962
2. La Constitution de la V^e République est le...
 - A. 9^e texte juridique fondamental depuis la Révolution française
 - B. 12^e texte juridique fondamental depuis la Révolution française
 - C. 15^e texte juridique fondamental depuis la Révolution française
 - D. 18^e texte juridique fondamental depuis la Révolution française
3. Dans la Constitution de la V^e République, qu'est-ce qui ne peut faire l'objet d'une révision ?
 - A. L'élection du président de la République au suffrage universel direct
 - B. La forme républicaine du gouvernement
 - C. La nature démocratique du régime politique
 - D. Le principe de la participation de la France à l'intégration européenne
4. Lequel ou lesquels des symboles suivants ne sont pas reconnus comme symboles officiels de la République française dans l'article 2 de la Constitution de la V^e République ?
 - A. Le coq
 - B. Le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge
 - C. La langue française
 - D. La «Marseillaise» comme hymne national
5. Combien de fois la Constitution de la V^e République avait-elle été révisée au 1^{er} juillet 2012 ?
 - A. 6 fois
 - B. 12 fois
 - C. 18 fois
 - D. 24 fois

6. Qui peut prendre l'initiative d'une révision de la Constitution (plusieurs réponses possibles) ?
- A. Le Conseil constitutionnel
 - B. Le Parlement
 - C. Le peuple par le biais d'une initiative populaire
 - D. Le Président de la République
7. Comment la révision de la Constitution doit-elle être adoptée (plusieurs réponses possibles) ?
- A. Le projet de révision est soumis au Parlement convoqué en Congrès qui doit l'adopter à la majorité des 3/5 des suffrages exprimés
 - B. Le projet ou la proposition de révision doit être approuvé directement par référendum
 - C. Le projet ou la proposition de révision doit être examiné et adopté par chacune des assemblées à la majorité des 2/3
 - D. Le projet ou la proposition de révision est examiné et voté par les deux assemblées, puis doit être approuvé par référendum
8. Dans quelles circonstances la Constitution ne peut pas être révisée (plusieurs réponses possibles) ?
- A. Durant l'application de l'article 16 de la Constitution donnant des pouvoirs exceptionnels au président de la République
 - B. Durant l'application de l'état d'urgence
 - C. Durant la période d'intérim : vacance de la présidence de la République ou période s'écoulant entre la déclaration du caractère définitif de l'empêchement du président de la République et l'élection de son successeur
 - D. Lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire national
9. Retrouvez les thèmes sur lesquelles portaient les révisions constitutionnelles adoptées les années suivantes : 1974 (A), 1992 (B), 2000 (C), 2005 (D), 2007 (E), 2008 (F)
- 1. Charte de l'environnement : A B C D E F
 - 2. Dispositions permettant de ratifier le traité de Maastricht : A B C D E F
 - 3. Durée du mandat du président de la République : A B C D E F
 - 4. Interdiction de la peine de mort : A B C D E F
 - 5. Modernisation des institutions de la V^e République : A B C D E F
 - 6. Possibilité pour 60 députés ou sénateurs de déférer une loi au Conseil constitutionnel : A B C D E F
10. Qu'est-ce que la révision du 23 juillet 2008 introduit dans la Constitution de la V^e République ?
- A. Un droit d'initiative populaire
 - B. Le principe de la démocratie participative
 - C. Un référendum révocatoire
 - D. Un veto populaire

11. Comment appelle-t-on en France l'ensemble des normes de référence que les lois doivent respecter ?
- A. Bloc de constitutionnalité
 - B. Constitution
 - C. Norme juridique de référence
 - D. Normes juridiques suprêmes
12. Quels textes sont intégrés par le Conseil constitutionnel dans le bloc de constitutionnalité ?
- A. Charte de l'environnement
 - B. Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
 - C. Constitution de la V^e République
 - D. Convention européenne des droits de l'homme
 - E. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789
 - F. Déclaration universelle des droits de l'homme
 - G. Préambule de la Constitution de 1946 (IV^e République)
 - H. Principes fondamentaux reconnus par les lois de la République
13. À quoi correspondent les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République (une seule réponse possible) ?
- A. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen
 - B. La jurisprudence du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État
 - C. Le préambule de la Constitution de 1958
 - D. Les principes énoncés dans le préambule de la Constitution de 1946
14. Selon le Conseil constitutionnel, quels sont les fondements des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République (plusieurs réponses possibles) ? Ces principes fondamentaux doivent s'appuyer sur...
- A. le contenu de l'ensemble des textes constitutionnels républicains
 - B. une législation qui n'a jamais été remise en cause par une autre législation républicaine
 - C. une législation républicaine antérieure à la IV^e République
 - D. les lois qui ont plus de 50 ans d'existence
15. Lequel ou lesquels des principes politiques, économiques et sociaux suivants sont reconnus dans le préambule de la Constitution de 1946 ?
- A. L'action syndicale
 - B. Le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi
 - C. Le droit de grève
 - D. Le droit de vivre dans un environnement sain
 - E. La garantie pour tous de la protection de la santé, de la sécurité matérielle, du repos et des loisirs et le droit pour toute personne dans l'incapacité de travailler d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence
 - F. La parité homme-femme garantie par la loi

16. Selon la Cour internationale de justice (CIJ), quelles sont les sources du droit international ?
- A. La coutume internationale
 - B. La Déclaration universelle des droits de l'homme
 - C. Les Principes généraux de droit (PGD)
 - D. Les Traités
17. Quel texte international codifie le droit des traités ?
- A. La Charte des Nations unies
 - B. Les Conventions de Vienne de 1969 et de 1986
 - C. La Déclaration universelle des droits de l'homme
 - D. Les Traités de Westphalie
18. Quels sont les sujets du droit international public ?
- A. États
 - B. Individus
 - C. Organisations intergouvernementales
 - D. Organisations internationales non gouvernementales
19. Retrouvez la signification des termes ou expressions suivants relatifs au droit international : accord bilatéral (A), accord en forme simplifiée (B), accord en forme solennelle (C), traité multilatéral (D)
- 1. Accord conclu au nom du gouvernement (signé en France par le ministre des Affaires étrangères ou toute autorité à qui les pouvoirs de signature sont délivrés) et qui ne fait pas l'objet d'une ratification : A B C D
 - 3. Traité conclu au nom du chef de l'État (signé directement en France par le président de la République ou en son nom) qui doit faire l'objet d'une ratification par le Parlement : A B C D
 - 4. Traité conclu entre deux États ou entre un État et une organisation internationale : A B C D
 - 5. Traité conclu entre plus de deux États et ouvert à l'ensemble des États : A B C D

20. Retrouvez la signification des termes ou expressions suivantes relatifs au droit international : annexe (A), avenant (B), réserve (C), traité (D)
- 1. Accord international conclu entre sujets de droit international destiné à produire des effets de droit et régi par le droit international : A B C D
 - 2. Accord modifiant de façon partielle ou complète un accord antérieur : A B C D
 - 3. Déclaration unilatérale faite par un État lorsqu'il signe et ratifie un traité ou y adhère : A B C D
 - 4. Document complétant le corps d'un traité qui est obligatoire au même titre que le corps du traité et qui est généralement à caractère technique ou géographique : A B C D
21. Retrouvez la signification des termes ou expressions suivants relatifs au droit international : *Jus Cogens* (A), Non-rétroactivité des traités (B), *Pacta sunt servanda* (C)
- 1. Les dispositions d'un traité ne lient pas une partie en ce qui concerne un acte ou un fait antérieur à la date d'entrée en vigueur de ce traité : A B C
 - 2. Normes impératives du droit international : A B C
 - 3. Les obligations des traités doivent être exécutées de bonne foi : A B C
22. Dans quelle circonstance le recours à la force est-il généralement autorisé en droit international ?
- A. Droit d'ingérence en cas de violation des droits de l'homme dans un État
 - B. Guerre préventive
 - C. Intervention en vue de lutter contre une menace terroriste ou de prolifération d'armes de destruction massive
 - D. Légitime défense
23. Que régit la Convention de Montego Bay ?
- A. Le droit des conflits armés
 - B. Le droit de l'espace extra-atmosphérique
 - C. Le droit d'ingérence
 - D. Le droit de la mer
24. Retrouvez la signification des expressions suivantes : eaux intérieures (A), eaux territoriales (B), haute mer (C), zone économique exclusive (D)
- 1. Eaux internationales : A B C D
 - 2. Lacs, estuaires, baies : A B C D
 - 3. Zone de mer adjacente sur laquelle un État côtier est souverain : A B C D
 - 4. Zone située entre la mer territoriale et la haute mer : A B C D

25. Jusqu'à quelle distance un État peut-il exercer sa souveraineté sur sa mer territoriale ?
- A. 3 milles marins
 - B. 12 milles marins
 - C. 188 milles marins
 - D. 200 milles marins
26. Quels sont les trois éléments constitutifs d'un État en droit international ?
- A. Une armée
 - B. Une culture et/ou une ethnie
 - C. Un gouvernement
 - D. Une nation
 - E. Une population
 - F. Un territoire
27. Laquelle ou lesquelles des affirmations suivantes définissent la souveraineté d'un État ?
- A. Un État a des compétences exclusives, notamment sur son territoire, sa population et son système institutionnel
 - B. Un État est d'un point de vue juridique l'égal de tous les autres États
 - C. Un État n'est pas tenu de respecter le droit international
 - D. Un État ne reconnaît aucune autorité supérieure à la sienne
28. Quels sont les principes des relations interétatiques reconnus par la Charte des Nations unies ?
- A. Le principe de coexistence pacifique
 - B. Le principe d'égalité souveraine des États
 - C. Le principe d'indépendance
 - D. Le principe d'intégrité territoriale
 - E. Le principe de l'interdiction de recours à l'usage de la force ou à la menace de l'emploi de la force
 - F. Le principe de non-ingérence
29. Quelles sont les conditions juridiques requises pour qu'un État soit reconnu sur le plan international ?
- A. Adhésion à l'Organisation des Nations unies
 - B. Reconnaissance par les « grandes puissances », notamment les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies
 - C. Respect des critères de reconnaissance des États définis par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies votée en 1945
 - D. Il n'existe aucune règle juridique internationale contraignante en matière de reconnaissance des États

30. Comment appelle-t-on généralement un État qui a perdu le contrôle d'une partie de son territoire, ainsi que le monopole du recours légitime à la force?
- A. Un État anarchique
 - B. Un État failli
 - C. Un État voyou
 - D. Un Quasi État
31. En droit international, laquelle ou lesquelles des situations suivantes peuvent aboutir à la disparition d'un État ?
- A. L'absorption d'un État par un autre État
 - B. La conquête et l'annexion d'un État par un autre État
 - C. La fusion de deux États qui se regroupent pour former un seul État
 - D. Le transfert de territoire effectué au profit d'un État existant
32. Retrouvez le mode de formation des États suivants : Allemagne (A), Bosnie-Herzégovine (B), Monténégro (C), Russie (D), Slovaquie (E), Yémen (F)
- 1. Absorption d'un État par un autre État : A B C D E F
 - 2. Désintégration pacifique d'un État : A B C D E F
 - 3. Désintégration violente d'un État fédéral : A B C D E F
 - 4. État succédant à un autre État : A B C D E F
 - 5. Fusion de deux États qui se regroupent pour former un seul État : A B C D E F
 - 6. Séparation pacifique d'un État fédéral : A B C D E F

33. Quelle norme se situe au sommet de la hiérarchie des normes juridiques en France?
- A. Les actes administratifs réglementaires : décrets, arrêtés, etc.
 - B. La Constitution et le « bloc de constitutionnalité »
 - C. Les lois et les textes à valeur législative
 - D. Les traités et accords internationaux
34. Comment appelle-t-on une législation dont l'objectif est de préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement des pouvoirs publics dans les cas spécialement prévus par la Constitution ?
- A. Un Décret
 - B. Une Loi ordinaire
 - C. Une Loi organique
 - D. Une Loi référendaire
35. Laquelle ou lesquelles des affirmations suivantes relatives à la loi sont exactes?
- A. Le Conseil constitutionnel est chargé de veiller à la conformité des lois à la Constitution
 - B. Le domaine de la loi n'est pas limité : le Parlement peut donc légiférer dans n'importe quel domaine
 - C. La loi est votée par le Parlement
 - D. Seuls les parlementaires ont l'initiative en matière législative
36. Qui dépose une proposition de loi ?
- A. Les parlementaires (députés et sénateurs)
 - B. Le Premier ministre au nom du gouvernement
37. Retrouvez la procédure d'adoption des lois suivantes : loi constitutionnelle (A), loi de finances (B), loi de programmation (C), loi ordinaire (D), loi organique (E), loi référendaire (F)
- 1. Majorité absolue des suffrages exprimés des deux assemblées : A B C D E F
 - 2. Majorité absolue des suffrages exprimés des deux assemblées, voire majorité absolue des membres de l'Assemblée en cas de désaccord entre les deux assemblées et soumission automatique au Conseil constitutionnel : A B C D E F